

# Evaluation stratégique du Fonds Economie Circulaire opéré par l'ADEME (2019 – 2024)

## CAHIER DES CHARGES

Version au 07/03/2025

Direction exécutive Prospective Recherche (DEPR)

Rédaction : isabelle Sannié

Contributeurs : DEEP – DEC – DSREP – DET - DEI

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>ELEMENTS DE CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
1.1	Présentation de l'ADEME .....	3
1.2	Les enjeux de l'Economie circulaire et législation en vigueur .....	4
1.3	Place de l'ADEME et présentation du Fonds Economie Circulaire .....	7
1.3.1	Moyens financiers et humains mis à disposition .....	8
<b>2</b>	<b>LES ATTENTES DE L'ADEME VIS-A-VIS DE LA PRESTATION A REALISER.....</b>	<b>9</b>
2.1	Objectifs de l'étude d'évaluation attendue .....	9
2.2	Périmètre de l'étude .....	10
2.3	Détails de la prestation attendue .....	10
2.3.1	<b>Phase 1 - Etablir le bilan du Fonds Eci et cadrer les travaux d'évaluation.....</b>	<b>10</b>
2.3.2	<b>Phase 2 – Evaluer la pertinence, la cohérence et l'efficacité du Fonds ECI.....</b>	<b>11</b>
2.3.3	<b>Phase 3 – Recenser les résultats obtenus et évaluer les impacts générés grâce au Fonds Economie circulaire .....</b>	<b>13</b>
2.3.4	Phase 4 – Assurer une contre-expertise qualitative des travaux menés et résultats obtenus	13
2.3.5	Phase 5 - Valoriser et transmettre les résultats de l'évaluation .....	14
2.4	Suggestion d'éléments de méthode.....	14
2.5	Données et informations.....	15
2.5.1	Informations et données remises au prestataire pour la réalisation de sa mission	15
2.5.2	Exigence technique pour favoriser la circulation des données et du savoir.....	17
<b>3</b>	<b>ORGANISATION ET PILOTAGE DE L'ETUDE .....</b>	<b>18</b>
3.1	Encadrement et suivi de la prestation .....	18
3.2	Calendrier de réalisation de la prestation (non contractuel) .....	19
3.3	Livrables remis à l'ADEME au cours de la prestation .....	20
3.4	Présentation de l'offre.....	21
3.5	Composition et expertise requises de l'équipe soumissionnaire.....	21
3.6	Conditions environnementales d'exécution du marché .....	21

# 1 ELEMENTS DE CONTEXTE

## 1.1 Présentation de l'ADEME

L'ADEME est l'opérateur de l'État pour accompagner la transition écologique et énergétique. C'est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) placé sous tutelle conjointe des ministères de la transition écologique et de la cohésion des territoires et de l'enseignement supérieur, de la recherche. Ses missions traditionnelles, confiées par le code de l'Environnement, répondent aux enjeux suivants dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Performance COP 2024-2027 :

### **Accélérer le déploiement de la Transition écologique et énergétique**

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et la raréfaction des ressources, l'ADEME est un vecteur important pour massifier les solutions identifiées et mobiliser tous les acteurs dans ses domaines d'intervention. En outre, elle est l'opérateur d'outils de « massification », le Fonds chaleur et le Fonds Economie circulaire notamment, et l'opérateur pour l'Etat de plusieurs dispositifs, principalement le Plan France 2030. Quant à la mobilisation, l'ADEME s'appuie notamment sur les volets formation et communication, pour assurer la montée en compétences des acteurs terrain et la bonne information du grand public et des acteurs socio-économiques. Ces actions concourent à faire évoluer les mentalités et les comportements.

### **Innover et préparer l'avenir de la Transition Ecologique**

Dans le prolongement de son action et en partenariat avec les autres acteurs publics et privés, l'ADEME poursuit son rôle de précurseur afin de préparer des solutions novatrices répondant aux enjeux de demain. Ainsi, l'ADEME intervient suivant différentes modalités : études prospectives environnementales et socio-économiques, veille active dans ses domaines d'expertise, financement et animation de la recherche et innovation en connexion avec les échelles régionale, nationale et européenne, intégration des innovations sociales dans ses programmes d'interventions et évaluations systématiques des initiatives développées ou soutenues.

### **Contribuer à l'expertise collective pour la Transition écologique et énergétique**

Capitalisant sur plus de 30 ans d'expériences, l'ADEME entretient sa capacité d'expertise collective, enrichie des échanges avec les experts externes. Cette expertise est mise en premier lieu à disposition de l'Etat, mais bénéficie également aux collectivités et autres acteurs socio-économiques.

L'ADEME produit et diffuse des connaissances, structure l'observation sur les champs de la transition écologique et énergétique, met à disposition son expertise notamment relatives à des thématiques transversales et la partage à l'international. Ses domaines d'intervention sont : l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, l'économie circulaire et la gestion des déchets, l'alimentation, l'adaptation au changement climatique, la mobilité, la qualité de l'air, la préservation des sols...

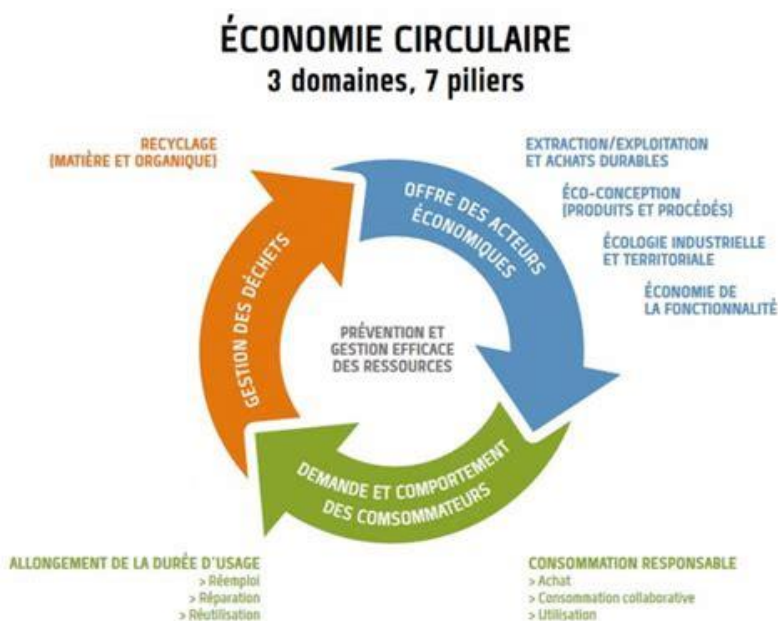
L'ADEME dispose d'un effectif d'environ 1300 salariés, répartis sur 3 sites centraux (Angers siège social, Paris, Valbonne), 13 délégations régionales, 3 représentations dans les territoires d'outre-mer et un bureau de représentation à Bruxelles.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de l'ADEME : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## 1.2 Les enjeux de l'Economie circulaire et législation en vigueur

En France, la transition vers une économie circulaire est reconnue officiellement comme l'un des objectifs de la transition énergétique et écologique et comme l'un des engagements du développement durable. Elle s'articule autour de 3 grands domaines (l'offre des acteurs économiques / la demande et le comportement des consommateurs / la gestion des déchets) et nécessite de progresser sur plusieurs champs :

- L'approvisionnement durable : prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux des ressources utilisées, en particulier ceux associés à leur extraction et à leur exploitation.
- L'écoconception : prendre en compte des impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit et les intégrer dès sa conception.
- L'écologie industrielle et territoriale : mettre en synergie et mutualiser entre plusieurs acteurs économiques les flux de matières, d'énergie, d'eau, les infrastructures, les biens ou encore les services afin d'optimiser l'utilisation des ressources sur un territoire.
- L'économie de la fonctionnalité : privilégier l'usage à la possession, vendre un service plutôt qu'un bien.
- La consommation responsable : prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit dans les choix d'achat, que l'acheteur soit public ou privé.
- L'allongement de la durée d'usage des produits par le recours à la réparation, à la vente ou à l'achat d'occasion, par le don, dans le cadre du réemploi et de la réutilisation.
- L'amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets, y compris en réinjectant et réutilisant les matières issues des déchets dans le cycle économique.



### **Législation en vigueur au niveau national :**

- La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 fixe des objectifs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, diminuer la part des énergies fossiles, et favoriser le développement des énergies renouvelables. Elle vise une réduction de 50% de l'enfouissement des déchets non dangereux d'ici 2025, tout en instaurant le principe de l'économie circulaire.
- La Feuille de Route pour l'Économie Circulaire (FREC) de 2018 renforce ces engagements avec des mesures concrètes comme la réduction de 30% des déchets ménagers d'ici 2030, la valorisation accrue des déchets organiques et une réduction des plastiques à usage unique.
- La Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC), promulguée en 2020, interdit progressivement les plastiques à usage unique, impose le recyclage obligatoire pour certains produits, et introduit la consigne pour réemploi. Elle a augmenté le nombre de filières REP et en élargi le principe<sup>1</sup>. La loi AGEC a entraîné une restructuration des chaînes de valeurs associées à l'économie circulaire
- La Loi Climat et Résilience de 2021 amplifie ces actions, en fixant un objectif de sortie du plastique à usage unique d'ici 2040 et en renforçant la lutte contre le gaspillage alimentaire. Elle impose également la réduction des déchets enfouis et encourage le recyclage. Elle a également instauré la mise en œuvre de l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation (observatoire coordonné par l'ADEME).

Ces lois sont souvent plus ambitieuses que les directives européennes.

### **La planification écologique :**

La planification écologique du Secrétariat Général à la Planification Écologique (SGPE) sur la gestion des déchets et l'économie circulaire vise à accélérer la transition vers un modèle de production et de consommation plus durable. Elle repose sur plusieurs axes clés :

1. Réduction des déchets à la source : L'objectif est de réduire la production de déchets de 15% d'ici 2030 par rapport à 2010 pour les ménages et entreprises (loi AGEC), avec un effort particulier sur les déchets plastiques.
2. Augmentation du recyclage : La part des déchets recyclés doit passer à 55% en 2025 par rapport à 2010 pour les déchets ménagers et assimilés (loi LECTV), et à 100% pour les plastiques d'ici 2025 (loi AGEC) pour certains produits, via une intensification du tri, de la collecte et des infrastructures de recyclage.
3. Limitation de l'enfouissement : L'enfouissement des déchets doit être réduit de moitié d'ici 2025 par rapport à 2010, (loi LTECV), avec des incitations à valoriser les déchets non recyclables par la réutilisation ou l'énergie.
4. Économie circulaire : La promotion de la réparation, du réemploi et de la consigne est renforcée, notamment par des mesures comme l'extension des filières à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP).

---

<sup>1</sup> La prévention et l'allongement de la durée d'utilisation des produits ont été introduits dans les principes des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP)

5. Lutte contre les plastiques : La France prévoit de sortir progressivement des plastiques à usage unique d'ici 2040, avec des obligations de substitution dans les secteurs de l'emballage et des biens de consommation.

Cette planification s'aligne sur les objectifs européens, en visant des résultats plus ambitieux sur certains aspects, comme les plastiques.

#### **Les réglementations au niveau régional :**

Les collectivités territoriales sont largement impliquées dans la prévention et la gestion des déchets, à différentes échelles ; de manière générale, elles peuvent également avoir un rôle de catalyseur pour le développement de l'économie circulaire sur leur territoire.

Au niveau local, il est de la compétence des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'assurer le service public de collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés, éventuellement par délégation de la mise en œuvre de cette compétence à un prestataire. Il appartient également aux EPCI de mettre en place un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés

Les régions sont quant à elles chargées d'assurer la planification de la prévention et de la gestion de l'ensemble des déchets. Ainsi, la réglementation impose aux Régions françaises une responsabilité essentielle en matière de planification de la réduction et de la gestion des déchets, conformément aux objectifs nationaux et européens. Cette planification régionale est encadrée principalement par plusieurs textes :

1. Le Code de l'environnement exige aux Régions d'élaborer un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Ce plan doit couvrir l'ensemble des flux de déchets : ménagers, industriels, dangereux, inertes, ainsi que les déchets issus des chantiers de construction.
2. La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015 fixe des objectifs de réduction des déchets à enfouir (moins de 50% d'ici 2025), et des cibles de recyclage élevées (55% des déchets non dangereux et 70% des déchets du bâtiment d'ici 2020), que les Régions doivent intégrer dans leurs plans.
3. La Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) de 2020 renforce ces obligations en interdisant progressivement les plastiques à usage unique et en imposant des mesures de tri à la source des biodéchets, que les Régions doivent promouvoir à travers leurs dispositifs.
4. Chaque Région doit assurer une hiérarchisation des modes de traitement des déchets : la prévention, le réemploi, le recyclage, la valorisation énergétique, et enfin l'élimination (enfouissement, incinération sans valorisation). L'enfouissement est à limiter strictement, conformément aux objectifs de la LTECV.
5. Les filières à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) jouent un rôle central dans la planification régionale. Les Régions veillent à la bonne organisation de ces filières pour les secteurs comme les emballages, les équipements électriques, les textiles, ou encore les déchets de chantier.
6. La Loi Climat et Résilience de 2021 renforce les ambitions des Régions en matière de prévention des déchets et d'économie circulaire, notamment en imposant des indicateurs

de performance, l'intégration de mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire, et une planification de sortie du plastique à usage unique d'ici 2040.

Les Régions doivent également s'assurer que leur planification est compatible avec les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), en intégrant des critères de réduction des déchets dans les aménagements territoriaux. Ainsi, les Régions sont responsables de la mise en œuvre locale des objectifs nationaux et européens de réduction des déchets, de promotion du recyclage, et de transition vers l'économie circulaire. Leur planification doit être cohérente avec les objectifs globaux, tout en prenant en compte les spécificités locales pour réduire l'impact environnemental des déchets.

### 1.3 Place de l'ADEME et présentation du Fonds Economie Circulaire

L'ADEME intervient sur la quasi-totalité des piliers de l'économie circulaire au travers de ses directions centrales et directions régionales, et notamment la direction Economie circulaire (DEC) qui porte une action d'orientation et d'animation des thématiques : production durable et problématique du recyclage, consommation durable, achats durables, écoconception, économie de la fonctionnalité, allongement de la durée d'usage des produits, prévention des déchets, valorisation et gestion des déchets. L'économie circulaire étant transversale, l'ADEME contribue également aux travaux sur l'écologie industrielle et territoriale et sur l'alimentation durable.

Le Fonds Economie circulaire (Fds ECi) porté par l'ADEME, anciennement Fonds Déchets, a été créé par l'Etat en 2009 pour soutenir la mise en œuvre de la politique nationale « déchets et économie circulaire ». Il permet d'accompagner les collectivités locales et les acteurs économiques dans leurs orientations d'investissement dans des installations de tri, de recyclage et de valorisation ainsi que des actions de prévention et de changement de comportement.

Pour information, l'ADEME soutient également la thématique « économie circulaire » en qualité d'opérateur de l'Etat via le Programme Investissement d'Avenir (PIA) depuis 2010, le Plan de Relance (2020 – 2021) et le Plan France 2030 (depuis 2021)

Enfin, l'ADEME supervise le déploiement des filieres à responsabilité élargie des producteurs (REP)<sup>2</sup>. Ces filières encadrent la gestion des produits mis sur le marché. Celles-ci concernent différents secteurs, tels que les emballages, les équipements électriques et électroniques ou les textiles, avec pour objectif de favoriser l'éco-conception, le réemploi ainsi que la réparation. En collaboration avec des éco-organismes, les producteurs participent activement à réduire l'impact environnemental de leurs produits tout au long du cycle de vie.

---

<sup>2</sup> Pour plus d'information, voir le site dédié <https://filieres-rep.ademe.fr/>



### 1.3.1 Moyens financiers et humains mis à disposition

- **Montants des crédits alloués au fonds Eci (en M€)**

Sur la période 2019 – 2024, l'ADEME a engagé environ 1,26 Mds€ (1 264 millions d'euros) via le Fonds ECI pour un montant total de projets soutenus représentant près de 5 milliards d'euros (5Mds€).

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total 2019-2024
Crédits alloués (en M€)	164	165	163	167	303	301	1 265 M€

Volumétrie de projets : Environ 1300 dossiers ont été financés par le Fonds Eci sur la période considérée (avec de grandes disparités en nombre de projets et en montant moyen d'aide apportée selon les thématiques et les années)

- **Montants des budgets engagés par l'ADEME via d'autres sources de financement**

L'ADEME, en qualité d'opérateur pour l'Etat du Programme Investissement d'Avenir (PIA), du Plan de Relance et du Plan France 2030, a engagé dans le domaine de l'économie circulaire, les montants complémentaires suivants (en M€) :

Programme	Crédits alloués (en M€)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL 2019 - 2024
PIA	Total	3,5	12,4	31,9	-	-	-	47,8 M€
	Dont Subventions	3,5	4,1	13	-	-	-	20,6 M€
	Dont Avances remboursables	0	8,3	18,9	-	-	-	27,2 M€
Plan de Relance (subvention uniquement)		-	16	215	246,1	12,4	-	489,5 M€
Plan France 2030	Total	-	-	-	42,9	53	68,8	164,7 M€
	Dont Subventions	-	-	-	27,5	37,7	63,6	128,9
	Dont Avances remboursables	-	-	-	15,4	15,3	5,2	35,8
<b>TOTAL</b>		<b>3,5</b>	<b>28,4</b>	<b>246,9</b>	<b>289</b>	<b>65,4</b>	<b>68,8</b>	<b>702 M€</b>

- **Moyens humains internes ADEME :** En termes de moyens humains internes annuels, 171 équivalents temps plein (ETPT) ont été consacrés en 2023 à la mise en œuvre du Fonds ECI (animation du fonds, conseil, formation, instruction de projets, financement et suivi de projets, etc.), répartis comme suit :
  - 81 ETPT dans les services du siège au sein de la direction exécutive de l'expertise et des programmes (DEEP) et particulièrement de la direction économie circulaire (DEC) via les services « consommation responsable (SCR) », « coordination, évaluation, valorisation (SCEV) », « éco-conception et recyclage (SER) », « valorisation des déchets (SVD) » et « sobriété numérique (SoNum) » ; de la



direction exécutive de la mobilisation pour la transition écologique (DEMTE) ; et de la direction exécutive prospective et recherche (DEPR)

- 90 ETPT en directions régionales

Par ailleurs, la Direction de supervision des Filières à responsabilité élargie des producteurs (DSREP), basée également au sein de l'ADEME, compte 37 ETPT.

## 2 LES ATTENTES DE L'ADEME VIS-A-VIS DE LA PRESTATION A REALISER

### 2.1 Objectifs de l'étude d'évaluation attendue

L'objectif global de la prestation est d'évaluer l'efficacité et les impacts environnementaux, économiques, sociaux et territoriaux du Fonds économie circulaire (Fds ECi) sur la période 2019-2024. L'étude portera également sur le fonctionnement du fonds et son articulation, tant stratégique qu'opérationnelle, avec les autres dispositifs règlementaires et/ou de financement de l'économie circulaire, et particulièrement le soutien des éco-organismes via les filières à Responsabilité Élargie du Producteur (Filières REP) dans un contexte de grande disparité des moyens financiers disponibles pour les acteurs des territoires<sup>3</sup>.

Point d'attention : Il ne s'agira pas d'évaluer le dispositif des filières REP en tant que tel, car il ne relève pas directement du périmètre de l'ADEME. En revanche, la montée en puissance de ce dispositif réglementaire et ses modalités de financement de l'économie circulaire liées aux objectifs à atteindre sera interrogé dans son articulation avec le fonds ECi.

**L'évaluation demandée devra ainsi permettre à l'ADEME :**

- **De l'éclairer sur les éventuelles inflexions à apporter à son intervention** (priorités, cibles à privilégier, modalités d'intervention) pour encourager et accompagner les acteurs à s'engager dans l'ECi.
- **D'objectiver la place du Fonds ECi dans le paysage de financement de l'ECi en France et en Europe** et préciser son positionnement pour atteindre les objectifs nationaux définis pour la France. L'analyse prendra en compte la forte dimension territoriale du déploiement de cette thématique.

**Focus spécifique sur le secteur du Réemploi - Réutilisation (hors emballage) :**

Ce secteur, actuellement en pleine reconfiguration, est impacté par 5 facteurs clés :

- Une législation en plein essor (cf. Objectifs loi AGEC notamment pour les filières REP, observatoire national du réemploi et réutilisation)
- La mise en place de fonds dédiés à cette thématique RR et fléchés vers les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) au sein de plusieurs filières REP (tout en morcelant le sujet entre de nombreux acteurs de l'économie ordinaire)

---

<sup>3</sup> Cf. Notamment le PIA, le Plan de relance, le Plan France 2030, le Fonds vert, les financements des Régions, le fonds FEDER, etc.

- Un équilibre économique encore complexe à trouver pour une partie des acteurs du secteur, malgré une multiplication des offres sur le marché conventionnel
- Une concurrence accrue entre le marché conventionnel et les acteurs de l'ESS (et un enjeu majeur sur les produits à plus forte valeur ajoutée)
- Une maturité du réemploi très variable d'un secteur à l'autre
- Un financement qui s'accélère mais qui reste encore éclaté entre de nombreux acteurs.

Dans ce contexte, l'ADEME a besoin d'ajuster au mieux sa position et de dimensionner son intervention pour les années à venir, en se basant notamment sur l'efficacité et la pertinence de ses actions passées et en cours. L'ADEME a également besoin d'éléments de cadrage méthodologique pour construire l'évolution de sa stratégie et des futurs outils de son intervention (AAP national par exemple), voire la poursuite ou non, de ses financements sur ce secteur spécifique du réemploi et de la réutilisation.

## 2.2 Périmètre de l'étude

**L'évaluation portera sur les activités de l'ADEME menées par les équipes du siège et des directions régionales, entre 2019 et 2024 et émergeant au Fonds Economie Circulaire (cf. § 1.3. pour le détail de la volumétrie des budgets et des projets concernés).**

Point d'attention : les dossiers de soutien relevant des budgets du PIA, du Plan de relance (pour la période 2020-2021), puis du dispositif France 2030 (de 2022 à 2024) et du Fonds vert seront par ailleurs comptabilisés séparément dans le bilan de l'activité de l'ADEME sur le champs de l'Eci. Ces dispositifs d'aides publiques devront également être analysés dans la partie « articulation avec les dispositifs publics complémentaires » décrite plus loin.

## 2.3 Détails de la prestation attendue

Afin de répondre aux objectifs généraux de cette étude, le prestataire réalisera les activités suivantes :

### 2.3.1 Phase 1 - Etablir le bilan du Fonds Eci et cadrer les travaux d'évaluation

Au démarrage de la prestation, l'équipe d'évaluation devra s'assurer de la bonne compréhension des enjeux soulevés par l'étude et des attentes des membres du Comité de pilotage<sup>4</sup>, ainsi que de la disponibilité des données nécessaires aux travaux d'évaluation.

A cette fin, en s'appuyant sur l'analyse des données administratives et financières disponibles à l'ADEME, des documents stratégiques et d'entretiens préalables, le prestataire élaborera au terme de cette phase, une **note de cadrage** comprenant :

---

<sup>4</sup> La gouvernance de cette étude d'évaluation (CoTech, COPIL, Comité de suivi) est présentée en § 3.1 du présent cahier des charges

- Une analyse du contexte, des enjeux et des objectifs de l'évaluation tels que vérifiés auprès des membres du COPIL
- Un bilan complet du fonds ECI sur la période 2019 - 2024 : il s'agira de dresser un état des lieux des budgets consommés et des réalisations effectuées grâce au fonds, par la consolidation de données internes fournies au démarrage de la mission. Ce bilan portera sur l'ensemble du continuum des aides apportées par le fonds ECI tant aux collectivités locales qu'aux acteurs économiques : éco-conception ; changements d'organisation et de mécanismes économiques (tarification incitative, économie de la fonctionnalité) ; nouvelles pratiques de consommation (vrac, produits labellisés, etc.) ; lutte contre la gaspillage alimentaire et valorisation des déchets organiques, accompagnement des territoires engagés en faveur d'une économie circulaire, développement d'actions d'accompagnement et de structuration (R&D, base Impacts, affichage environnemental, sensibilisation) ; réemploi et réparation ; recyclage des déchets ménagers, industriels, bâtiment et TP.
- La reconstitution de la logique d'intervention (logique d'impacts) du Fonds ECI et de ses différents volets. Il est important de préciser que les activités de l'ADEME sur l'économie circulaire vont au-delà des aides attribués via le Fonds ECI. Elles portent également sur l'expertise notamment au service de l'Etat, la constitution de données et leur suivi au sein d'observatoires, l'accompagnement des acteurs des territoires via l'animation, la formation, etc. Il est attendu du prestataire qu'il produise une représentation graphique de la logique d'intervention particulièrement lisible et pédagogique.
- La cartographie des acteurs en présence et responsabilités de chacun, dans une perspective temporelle (présentant l'évolution sur la période 2019 - 2024), dont les éco-organismes via les filières à Responsabilité Elargie du Producteur (Filières REP)
- Le référentiel de l'évaluation comprenant le questionnaire évaluatif associé aux différents critères d'appréciation et aux indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Il précisera également le cadre méthodologique retenu in fine : phasage de l'étude et outils de traitement et d'analyse employés pour chacune des phases. Les évaluateurs préciseront notamment ce qui pourra être traité en analyse quantitative, et ce qui le sera dans une démarche plus qualitative.

**Cette note de cadrage fera l'objet d'une validation formelle par le comité de pilotage.**

### **2.3.2 Phase 2 – Evaluer la pertinence, la cohérence et l'efficacité du Fonds ECI**

Sous réserve des décisions prises par le comité de pilotage à l'issue de la phase de cadrage, l'ADEME souhaite que le Fonds Economie Circulaire soit évalué selon les différentes dimensions suivantes :

- **Analyser la pertinence des soutiens apportés par l'intermédiaire du Fonds ECI, au regard des enjeux de l'économie circulaire en France** : le prestataire analysera l'adéquation des modalités de soutien apportées par l'ADEME aux besoins des collectivités et des entreprises (y compris les acteurs de l'économie sociale et solidaire) sur les actions soutenues selon les

différents axes d'intervention du fonds<sup>5</sup>. Il est également attendu une analyse du pilotage du Fonds ECI et du rôle des ministères de tutelles (DGPR / DGEC/ CGDD ; DGE).

- **Cohérence interne et externe du Fonds ECI** : il conviendra d'analyser les ressources dont dispose l'ADEME pour remplir sa mission : adéquation des moyens humains (ETP) et financiers aux objectifs assignés au fonds ECI, notamment dans un contexte de montée en puissance d'autres acteurs tels que les éco-organismes. Il conviendra également de repérer les doublons, mais aussi les manques, dans les financements apportés par l'ADEME (via le fonds Eci), et les autres acteurs tels que les éco-organismes, France 2030, et le fonds vert. Comme précisé dans l'objectif global, l'articulation entre la stratégie de l'ADEME et celle induisant une obligation de résultats de la part des éco-organismes (via leurs agréments) sera en particulier traitée.
- **Réaliser une analyse de l'efficacité du fonds ECI et son évolution sur la période 2019 – 2024**

Il conviendra d'analyser l'incitativité des aides octroyées et d'identifier les facteurs explicatifs de ces performances. Cette analyse inclura le calcul des effets de leviers par filière (quand cela est possible et pertinent) et sera réalisée sur la base des données disponibles à l'ADEME via son système d'informations central. La base de données fournie inclura les indicateurs définis dans le COP<sup>6</sup> 2020-2023 et 2024-2027, et principalement l'indicateur « €/d'aide/Tonnes de déchets détournées du stockage ou de l'incinération », pour les filières techniques concernées.

Le périmètre d'analyse porte également sur les activités d'accompagnement au changement de comportement, de formation et d'animation des acteurs des territoires, etc. portées par les équipes (au siège et dans les directions régionales). Cependant, ces activités ne donneront pas lieu à un recensement exhaustif, ni à une analyse quantifiée.

Un zoom particulier sera réalisé sur les aides de petits montants (aides inférieures à 10 k€) afin d'analyser leur évolution dans le temps, les bénéficiaires concernés, etc. L'objectif sera dans la suite de la prestation, de pouvoir proposer des recommandations d'adaptation éventuelle des modalités de soutien les plus adaptées à ce type de dossiers dans l'optique d'aides à la massification.

Enfin, comme indiqué au § 2.1, un focus spécifique sera réalisé sur le secteur du Réemploi et de la Réutilisation, ainsi que sur certaines structures financées (les ressourceries notamment, et plus globalement les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le domaine de l'Eci) et leur possible fragilité financière, notamment vis-à-vis des grands distributeurs de matériels technologiques développant une activité commerciale sur ce créneau, et leur dépendance aux choix de financement des filières REP.

---

<sup>5</sup> Production durable et problématique du recyclage, consommation durable/achats durables, écoconception, économie de la fonctionnalité, allongement de la durée d'usage des produits, prévention des déchets, valorisation et gestion des déchets.

<sup>6</sup> Contrat d'objectifs et de performance Etat/ADEME (2024 – 2027) - <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique/7813-contrat-d-objectifs-de-performance-etat-ademe-2024-2027.html>

### 2.3.3 Phase 3 – Recenser les résultats obtenus et évaluer les impacts générés grâce au Fonds Economie circulaire

**A/** Dans un premier temps, les prestataires recenseront les **résultats obtenus** par les bénéficiaires du Fonds Eci après plusieurs années de fonctionnement (2019 – 2024), selon les 3 axes principaux que sont la réduction / le réemploi / le recyclage. A l'issue de cette étape de compilation les évaluateurs chercheront à **qualifier et quantifier** (quand cela sera possible et pertinent<sup>7</sup>), les **impacts générés** grâce aux actions et financement du Fonds Eci sur la période 2019 – 2024 :

- **Les impacts environnementaux**, sur la base des données de suivi disponibles<sup>8</sup>, en particulier en termes de déchets évités : kTonnes/an de déchets détournés de l'enfouissement ou de l'incinération ; tonnages de déchets non dangereux non inertes orientés vers le recyclage et la valorisation au détriment du stockage), mais aussi sur d'autres indicateurs environnementaux tels que : gains d'émissions évitées de CO<sub>2</sub>, diminution des contraintes sur les matières premières, augmentations des durées d'usage, etc. particulièrement adaptés aux domaines de la production et consommation responsables.
- **Les impacts socio-économiques**. Il s'agira de repérer et comprendre quels ont été les effets des actions soutenues sur différents registres d'impacts :
  - Impacts économiques : développement économique, emplois (y compris les emplois d'insertion/réinsertion)
  - Impacts sociaux (notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire) : cohésion sociale, capacité à agir, dynamique territoriale, etc.

Le prestataire analysera en outre des conditions de réussite et/ou de frein au déploiement de l'économie circulaire dans les territoires, en termes organisationnel, humain, technique, socio-économique : acceptabilité sociale, capacités économiques des entreprises, disponibilité des ressources, contribution à une transition juste, etc.).

**B/** Dans un deuxième temps, il s'agira d'évaluer la **capacité du Fonds ECI à contribuer aux objectifs de la France** en matière d'économie circulaire afin d'accélérer le changement des modèles de production et de consommation. Pour cet exercice, seront principalement retenus les objectifs des lois LTECV<sup>9</sup> (2015) et AGECE<sup>10</sup> (2000). Les évaluateurs pourront éventuellement identifier quelques filières sur lesquelles les soutiens historiques de l'ADEME ont permis la structuration d'une filière indispensable à l'atteinte des objectifs de cette politique publique.

### 2.3.4 Phase 4 – Assurer une contre-expertise qualitative des travaux menés et résultats obtenus

Les travaux réalisés et les résultats obtenus lors des phases précédentes de l'étude devront faire l'objet d'une contre-expertise, en y apportant une mise en perspective et un regard critique. Pour ce faire, le prestataire organisera et animera des panels (transversaux et thématiques) composés

---

<sup>7</sup> Cette notion de pertinence de la quantification des impacts sera traitée lors de la phase de cadrage (cf. § 2.3.1)

<sup>8</sup> Ces données seront transmises par l'ADEME au prestataire au démarrage de sa mission

<sup>9</sup> Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte

<sup>10</sup> Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire

de chercheurs et d'experts indépendants ayant une spécialisation reconnue et une connaissance fine des enjeux et acteurs de l'économie circulaire, des filières industrielles concernées, et pour certains, de l'incitativité des aides publiques dans ces domaines. Le nombre et les thématiques de ces panels seront définis lors de la phase de cadrage et validés par le COPIL. De manière indicative, leur nombre sera autour de 3 ou 4. Les ateliers donneront lieu à des restitutions écrites qui seront partagées en interne à l'ADEME.

Cette contre-expertise sera complétée par la tenue d'ateliers internes à l'ADEME (nombre et thématiques à préciser avec le COPIL). Ils débattront des analyses des panels d'experts et réfléchiront aux inflexions ou évolutions plus profondes qu'il conviendrait d'apporter au fonds ECI et à son pilotage pour améliorer sa pertinence et son efficacité. Ces différents ateliers seront construits et animés par le prestataire.

### 2.3.5 Phase 5 - Valoriser et transmettre les résultats de l'évaluation

Afin de favoriser l'appropriation des contenus et productions de cette évaluation, le prestataire sera amené, au-delà du COPIL et du Comité de Suivi, à présenter les résultats au personnel de l'ADEME, sous forme d'un webinaire d'environ 1h et de produire un livrable de communication simple, en complément des livrables de l'évaluation listés en paragraphe 3.3).

## 2.4 Suggestion d'éléments de méthode

Il appartient au prestataire de proposer la démarche d'intervention qui lui semble la plus à même de répondre aux attentes de l'ADEME telles que décrites précédemment (§ 2.3) :

- En se référant aux attendus présentés dans la section précédente, et en les précisant ;
- En justifiant éventuellement les propositions méthodologiques alternatives en cas d'écart à ces attendus

Le prestataire précisera dans sa proposition le dimensionnement et les méthodes qu'il souhaite utiliser pour répondre aux attentes de l'ADEME. Il devra mettre en évidence en quoi sa méthodologie et les moyens mobilisés permettront d'apporter des réponses aux différentes questions évaluatives.

**De plus, tel qu'indiqué au §2.3.1, ces propositions méthodologiques seront affinées en phase de cadrage afin de les adapter au mieux aux attentes de l'ADEME et aux ressources et données disponibles.**

De façon indicative, l'offre technique pourrait comprendre les éléments de méthode suivants (liste non limitative) :

- Analyse des données administratives et financières (issues des systèmes d'informations internes de l'ADEME) et analyse documentaire (documents stratégiques, rapports d'activité, bilans annuels, précédentes études d'évaluation<sup>11</sup>)

---

<sup>11</sup> Evaluation stratégique du Fonds Déchets sur la période 2009 – 2017 (RDC Environnement, Alenium pour le compte de l'ADEME, novembre 2019)



- Capitalisation et analyse des indicateurs technico-économiques de réalisation, de suivi et d'impacts des projets financés par le fonds Economie circulaire (indicateurs issus des systèmes d'informations internes de l'ADEME ou éventuellement collectés auprès des porteurs de projets)
- Analyse du paysage des autres sources de financement de l'ECi en France
- Entretiens individuels ou collectifs auprès de la direction générale de l'ADEME, des managers et ingénieurs impliqués sur l'Economie circulaire (personnel du siège et des directions régionales), et ceux de la direction de supervision des filières REP.
- Entretiens ou enquêtes auprès des bénéficiaires des aides (selon des modalités à confirmer à l'issue de la phase de cadrage)
- Entretiens auprès de représentants de l'Etat (au niveau des ministères DGPR, CGDD, DG Trésor, etc. et en région Préfets, DREAL, etc.), des partenaires (collectivités, régions), des acteurs de l'écosystème (éco-organismes, associations professionnelles, entreprises, y compris celles du secteur de l'économie sociale et solidaire, experts ou académiques), etc.
- Animation de panels d'experts indépendants (transversaux et thématiques) afin de produire une contre-expertise et un enrichissement des travaux d'évaluation menés et des résultats obtenus (environ 4 panels - nombre et thématiques à définir lors de la phase de cadrage)
- Animation de groupes de travail internes pour définir les évolutions potentielles à donner au Fonds ECiLa proposition technique devra en outre permettre de distinguer clairement ce qui relève de l'intervention de consultants seniors et de consultants juniors. Le prestataire sera particulièrement vigilant à la mobilisation des compétences seniors sur les phases clés de l'étude.

Une attention particulière sera accordée à la qualité de l'offre et à son réalisme au regard du calendrier de la mission.

## 2.5 Données et informations

### 2.5.1 Informations et données remises au prestataire pour la réalisation de sa mission

Pour la réalisation de cette étude, l'ADEME mettra à disposition du prestataire les sources documentaires listées ci-dessous. Cette liste indicative, encore non exhaustive, sera complétée d'ici le démarrage de la prestation :

#### **Documents stratégiques**

- Contrats d'objectifs et de performance Etat-ADEME (COP) - Périodes (2019 – 2023) et (2024 – 2027)
- Documents stratégiques portant création du Fonds Economie Circulaire
- Feuille de route « 50 mesures pour une Economie 100% circulaire », 2019
- Note d'orientation stratégique (2024) de la Direction exécutive de l'Expertise et des Programmes (DEEP) en charge du pilotage et de l'animation du Fonds Economie circulaire
- Projets de service des différents services composant la direction Economie circulaire (DEC)



- Feuilles de route thématiques : « Alimentation durable 2024 – 2028 », « Observatoire du réemploi et de la réutilisation, 2024 », « Réduction, réemploi, recyclage (3R) pour les emballages en plastique, 2023 »
- Territoires : stratégies régionales et feuilles de routes ESS
- Livret de la transition écologique et ESS, l'économie sociale et solidaire, accélératrice de la transition écologique, ESS France, 2022
- Atlas commenté de l'ESS (rédigé par l'Observatoire national de l'ESS)

### **Données administratives et financières**

- Base de données administratives et financières relatives aux subventions et conventions d'aide apportées par l'ADEME aux bénéficiaires du Fonds Economie circulaire
- Base de contacts des bénéficiaires du Fonds Economie circulaire
- Liste des AAP déployés dans le cadre du Fonds Economie circulaire
- Exemples de contrats d'aides

### **Bilans et rapports d'évaluation**

- Bilans annuels internes du Fonds Economie circulaire sur les années concernées
- Bilan thématique « Economie circulaire » du Programme Investissement d'avenir, 2018
- Bilan annuel du réemploi des emballages, données 2023
- Rapport de l'IGEDD, Performances et gouvernance des filières à responsabilité élargie du producteur, juin 2024
- Rapport d'évaluation stratégique du Fonds Déchets 2009 - 2017, RDC Environnement et Alénium consultants pour l'ADEME, nov.2019

### **Etudes et benchmark :**

- Etude de définition et de déploiement de l'économie circulaire à l'international : recommandations pour les actions de l'ADEME (phase 1 : benchmark des mécanismes de financement de l'innovation de l'économie circulaire avec les agences homologues et autres organismes internationaux engagés dans l'ECi : EPA Network (UE), NEDO (Japon), RECYC-QUEBEC (Québec). Phase 2 : secteurs d'activité économique clefs pour l'application de la démarche d'économie circulaire), travail en cours, Auxilia et Circulab pour l'ADEME, finalisation prévue courant 2025
- OECD (2019), Business Models for the Circular Economy : Opportunities and Challenges for Policy, OECD Publishing, Paris, 2019
- Rapports de l'OCDE par pays des politiques d'économie circulaire :  
<https://www.oecd.org/fr/themes/politiques-et-etudes-par-pays-sur-l-economie-circulaire.html>

Les candidats sont également invités à consulter les ressources accessibles sur les différents sites de l'ADEME, et en particulier <https://www.ademe.fr/> et <https://economie-circulaire.ademe.fr/>

L'ensemble de ces données et documents sera remis au prestataire au démarrage de la mission. Certaines informations sont confidentielles et leur accès sera encadré et limité.

## 2.5.2 Exigence technique pour favoriser la circulation des données et du savoir

### Circulation des données et du savoir

En vertu de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (dite Loi Lemaire) et en particulier le titre Ier sur la circulation des données et du savoir l'ADEME, comme toutes les structures publiques, est tenue de mettre à disposition en libre accès les études qu'elle réalise, ainsi que l'ensemble des éléments ayant servi à réaliser cette étude (code source du modèle, données de sortie et résultats, données d'entrée, hypothèses, méthodologie...). Cela afin de **favoriser l'accès des citoyens à la décision publique, de développer le mécanisme de revue par les pairs**, et de permettre à d'autres acteurs de questionner ou de confirmer les conclusions émises, afin d'enrichir le débat public et scientifique.

Pour y parvenir l'ADEME s'applique à respecter le **principe FAIR**<sup>12</sup>. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le guide sur les données de recherche.

### Favoriser la circulation des données

Dans le cadre de la Loi Lemaire, depuis 2018, l'agence s'applique à favoriser l'ouverture de ses données via son portail open data (<https://data.ademe.fr>) : les données non confidentielles (brutes ou transformées) ayant servi à produire une étude, une analyse ou une publication, doivent être accessibles via le portail open data de l'ADEME ([data.ademe.fr](https://data.ademe.fr)) et **doivent donc être normalisées et documentées**. Cette exigence de normalisation et de documentation s'applique également aux données confidentielles, qui pourront être réutilisées en interne.

#### Normalisation des données :

- Les données doivent être accessibles sous un **format ouvert** (CSV, JSON, PARQUET...), et pas uniquement via des formats propriétaires comme Excel.
- Pour les données au format CSV, les données doivent respecter le **principe TIDY**, et suivre les bonnes pratiques suivantes :
  - **Privilégier des noms de variables pour nommer les colonnes** plutôt que des valeurs (exemple : privilégier une seule colonne "année" plutôt que trois colonnes "2020", "2021" et "2022").
  - **Privilégier une colonne dédiée par variable** plutôt que de regrouper plusieurs variables dans une même colonne (exemple : privilégier deux colonnes "nom" et "prénom" plutôt qu'une colonne "nom, prénom").
  - **Privilégier une table unique par unité d'observation** plutôt que plusieurs tables (exemple : Privilégier une table "nombre d'habitants" avec une colonne "sexe" plutôt que deux tables, une pour les femmes et une autre pour les hommes)
- Lorsque c'est possible, les données doivent être structurées de sorte à respecter le **principe MECE** (*Mutually Exclusive and Collectively Exhaustive*). L'objectif est d'éviter le double comptage ou les jeux de données incomplets.

---

<sup>12</sup> Les principes FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, Reusable) décrivent comment les données doivent être organisées pour être plus facilement accessibles, comprises, échangeables et réutilisables.

- Lorsque c'est possible, éviter le recours à des grandeurs intensives comme les pourcentages, les taux ou les rapports. **Privilégier les grandeurs extensives (sommables)** afin de permettre aux ré-utilisateurs de calculer la grandeur intensive sur le périmètre de leur choix (exemple : privilégier une colonne "PIB" et une colonne "nombre d'habitants" plutôt qu'une seule colonne "PIB par habitant")
- Lorsque c'est possible, **utiliser les référentiels d'usage** pour permettre un enrichissement à posteriori des données (exemple : utiliser le code SIREN pour les entreprises et les collectivités, le code commune INSEE pour les communes, et non le code postal).

#### Documentation des données et métadonnées :

- **Métadonnée.** Chaque fichier plat (CSV, JSON...) doit être accompagné d'une documentation décrivant le fichier (donc la table) ainsi que chacun des champs qu'il contient. Chaque champ (colonne) doit être décrit individuellement. La description doit *a minima* préciser :
  - La date de fraîcheur des données ou leur fréquence de mise à jour
  - La couverture spatiale et temporelle
  - Les hypothèses et la méthodologie employés pour construire ce jeu de donnée
  - Un contact référent en cas de questions ou de remarques
- Une **cartographie des données sources** qui explique où, quand et comment chaque jeu de donnée a été récupéré. L'objectif est de pouvoir reproduire de nouveau la récupération de ces données pour leur mise à jour.
- Un **modèle physique de donnée** (MPD) pour les modèles impliquant un nombre important de tables (3 ou plus) liées entre elles. Les modèles logique (MLD) et conceptuel (MCD) sont également les bienvenus.

## 3 ORGANISATION ET PILOTAGE DE L'ETUDE

### 3.1 Encadrement et suivi de la prestation

**Le pilotage technique** de l'étude (COTECH) sera assuré par le pôle « Evaluation » de la direction Prospective et Recherche (DEPR), avec le soutien de la direction de l'économie circulaire (DEC). Il sera appuyé par un comité de pilotage (COFIL) qui aura pour mission d'orienter les choix méthodologiques, de valider les démarches et les résultats de chacune des phases de l'évaluation.

**Le comité de pilotage sera composé de représentants de l'ADEME issus des directions et services suivants :**

- Direction Exécutive de l'Expertise et des Programmes (DEEP)
- Direction de l'économie circulaire (DEC) : les services Consommation responsable (SCR) – Eco-conception et recyclage (SER)
- La direction de la supervision des REP (DSREP)
- Direction Exécutive Prospective et Recherche (DEPR) – pôle « évaluation »
- Direction exécutive des territoires (DET) et représentants de directions régionales (DR)
- Direction de l'Inspection générale (DIG)
- Direction exécutive de la Mobilisation pour la Transition écologique (DEMTE)

- Direction des Affaires financières (DAF)

Le comité de pilotage se réunira a minima 4 fois, en format présentiel et/ou en visioconférence :

- Une réunion de lancement de l'étude
- Une réunion pour valider la note de cadrage ;
- Une réunion de restitution de la phase évaluative
- Une réunion finale validant les conclusions et recommandations faites par le prestataire

**Par ailleurs, un comité de suivi sera composé a minima de représentants des ministères de tutelles de l'ADEME :**

- La Direction générale de la Prévention et des Risques (DGPR) et du Commissariat général au développement durable (CGDD) du Ministère de la Transition Ecologique
- La Direction du Budget (DB) et à la Direction générale du Trésor (bureau de l'ESS- Economie sociale et solidaire) du Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique
- Du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE)

Ce comité aura un rôle consultatif ; il se réunira 2 fois : une première fois au démarrage de la mission lors de l'élaboration de la note de cadrage, puis une seconde fois pour la présentation des résultats et conclusions de l'évaluation, avant la production du rapport final définitif et la clôture de la prestation

### **Organisation des comités**

Pour la tenue de ces comités, le prestataire prendra en charge la préparation des ordres du jour, des documents de travail et d'animation et la rédaction des comptes rendus. Les supports d'animation devront être distincts des rapports intermédiaires et finaux. Les supports d'animation seront conçus sous un format synthétique le plus appropriable possible (PowerPoint). L'ADEME veillera au caractère pédagogique de ces supports. Les livrables devront nous parvenir à minima 8 jours avant les réunions de validation.

Les frais afférents pour la participation du prestataire devront être inclus dans la proposition financière et y apparaître explicitement.

Le prestataire désignera un interlocuteur unique (responsable de projet) qui rendra compte des prestations effectuées et pilotera explicitement les travaux. Des points téléphoniques réguliers (fréquence à définir) seront organisés au fur et à mesure de la réalisation des travaux entre l'interlocuteur unique du prestataire et le pilote de l'étude à l'ADEME.

## **3.2 Calendrier de réalisation de la prestation (non contractuel)**

La prestation devra être réalisée dans un délai de 12 mois avec une date prévisionnelle de démarrage fixée à début mai 2025 (date non contractuelle). L'intégralité des livrables de l'étude devra être remise au comité de pilotage au plus tard 15 jours avant la fin de ce délai.

Le candidat précisera dans son offre le planning détaillé des tâches et jalons afférents aux différentes phases attendues.

### 3.3 Livrables remis à l'ADEME au cours de la prestation

Suivant le cadre des attendus de l'étude tels que précédemment décrits, le prestataire remettra dans le cadre de sa mission l'ensemble des documents suivants :

- **Une note de cadrage** (livrable n° 1 – à fournir 1,5 mois après la notification de la mission) incluant (le détail est donné en § 2.3.1) :
  - une analyse du contexte, des enjeux et des objectifs de l'évaluation
  - un bilan complet du fonds ECI sur la période 2019 - 2024
  - la reconstitution de la logique d'intervention du Fonds Eci
  - La cartographie des acteurs (période 2019 - 2024)
  - Le référentiel complet de l'évaluationRemarque : le schéma de la logique d'intervention et la cartographie des acteurs devront faire l'objet d'un travail graphique et pédagogique spécifique afin d'être communicants
- **Un rapport intermédiaire** (livrable n° 2 – à fournir 4 mois après la notification de la mission) présentant les premiers résultats d'évaluation.
- **Un rapport final** (livrable n° 3) présentant les analyses et réponses argumentées aux questions évaluatives demandées, ainsi que les recommandations stratégiques, méthodologiques et opérationnelles.

Le rapport final sera accompagné des documents suivants :

- Une synthèse de l'évaluation (20 à 30 pages) présentant les objectifs de l'étude, la méthode employée, les principaux résultats obtenus
- Un résumé exécutif de 4 pages présentant le contexte, les résultats obtenus, les principales conclusions de l'évaluation (format fournis par l'ADEME).
- Une présentation PowerPoint présentant les principaux résultats de l'évaluation
- Un dossier regroupant l'ensemble des documents produits par l'étude : Guides d'entretien ; Bases de données consolidées sur les projets, les aides apportées ; supports de présentation nécessaires à l'animation de chaque comité de pilotage ; comptes rendus de réunions ; rapports intermédiaires
- Le support d'animation pour le webinaire final de présentation des résultats

Les synthèses et supports d'animation respecteront la charte graphique ADEME fournie au démarrage de la mission. Ils seront rédigés sans verbiage et concis. Le prestataire sera particulièrement vigilant à la cohérence scientifique et technique de leurs contenus ainsi que de clarté de leur présentation. Une attention particulière sera portée aux livrables pour éviter des formulations trop floues ou complaisantes des constats et des recommandations.

Les documents seront transmis dans leur format d'origine (Word, Excel, PowerPoint, etc.).

Les échéances précises de ces livrables seront arrêtées lors de la réunion de lancement.

### 3.4 Présentation de l'offre

Le contenu de l'offre est détaillé dans le règlement de consultation (RC)

### 3.5 Composition et expertise requises de l'équipe soumissionnaire

Les compétences requises et les expertises attendues de la part de l'équipe soumissionnaire sont les suivantes (se référer également au règlement de consultation qui précise le poids attribué à chacune de ces compétences dans la notation des soumissionnaires) :

- Compétences et expériences solides en évaluation des politiques publiques, particulièrement dans le domaine des politiques de transition écologique,
- Connaissances des politiques publiques de l'économie circulaire et des déchets, tant auprès des collectivités territoriales que des acteurs économiques. La connaissance de l'écosystème de l'économie sociale et solidaire sera un plus.
- Connaissances technico-économiques des filières concernées par l'ECi

L'équipe devra également démontrer sa capacité de gestion de projet au vu de l'envergure et du calendrier de la présente prestation.

L'équipe mobilisée fera référence à des intervenants clairement identifiés. Le changement au démarrage ou en cours de mission d'un intervenant devra être justifié par le chef de projet pilotant la mission en démontrant l'équivalence en termes de compétences et d'expérience du remplaçant.

La constitution de consortium de cabinets de conseil / laboratoires de recherche universitaires spécialisés en politique énergétique ou environnementale et/ou en évaluations de politique publiques est encouragée pour la réalisation de la mission.

### 3.6 Conditions environnementales d'exécution du marché

Le prestataire devra pour la réalisation de la présente mission, et dans la mesure du possible :

- Recourir, sauf en cas de demande du comité de suivi ou du comité de pilotage de l'étude, à la visioconférence pour les différentes réunions ;
- En cas de déplacements pour la présente mission, utiliser des modes de transports bas carbone, à savoir privilégier les transports en commun, le train, les modes actifs de déplacement et éviter l'avion et la voiture individuelle sauf en l'absence d'alternative.

## ANNEXE

Site du Centre de ressources Economie Circulaire de l'ADEME :

<https://economie-circulaire.ademe.fr/>